

Union européenne/Migrations

# Des centaines de naufragés près de la Crète, 117 corps en Libye

AFP  
Athènes/Grèce

**Le navire, qui a chaviré hier matin, transportait au moins 700 personnes.**

DES centaines de migrants pourraient avoir disparu dans le naufrage hier d'un bateau au sud de la Crète, où une importante opération de sauvetage se poursuivait, tandis qu'au même moment était annoncée la découverte de 117 corps sur les côtes libyennes. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'embarcation qui a fait naufrage à 75 milles de l'île grecque la plus grande et la plus peuplée provenait d'Afrique et transportait au moins 700 personnes. La police portuaire grecque ne confirmait pas ce chiffre mais parlait de "plusieurs centaines" de personnes à son bord. Le drame a fait au moins neuf morts dont les corps ont été repêchés. Cinq navires marchands qui participaient aux recherches

ont jusque-là recueilli 340 rescapés. Deux patrouilleurs des garde-côtes grecs, deux avions et un hélicoptère poursuivaient l'opération de sauvetage, aidés par une météo clémente malgré un fort vent, dans une zone située entre les eaux grecques et égyptiennes. L'embarcation, longue de 25 mètres, a été repérée dans la nuit, à "moitié coulée" par un bateau de passage, ont précisé les autorités grecques. Les garde-côtes italiens ont dit avoir été alertés jeudi à 17H15 par un navire marchand italien, qui les a informés qu'un bateau de migrants était en difficulté dans une zone située entre les eaux grecques et égyptiennes. Quatre autres navires se sont ensuite dérottés, répondant à l'alerte des Italiens. Hier à 07H15, l'un d'eux a signalé que le bateau avait chaviré. Aucune indication n'était disponible dans l'immédiat sur la nationalité des migrants. **"PLEURER LES VICTIMES, COMPTER LES MORTS"**



Photo : AFP

**Les volontaires du Croissant-Rouge libyen se livrent au difficile travail de ramassage des corps. 117 ont été découverts le long des côtes.**

En Libye, 117 corps, en majorité de femmes, ainsi que de six enfants, ont été retrouvés depuis jeudi sur des plages de Zouara (ouest), non loin de la frontière avec la Tunisie, a fait savoir le Croissant rouge libyen. Et les autorités s'attendent à ce que "ce nombre augmente". Le porte-parole de la marine libyenne, le colonel Ayoub Qassem, n'a pas pu confirmer si ces corps provenaient de l'une des trois embarcations qui ont coulé la semaine dernière dans cette zone. Il a critiqué la communauté

internationale qui, selon lui, "se contente de pleurer les victimes et de donner les chiffres". Le naufrage d'hier au large de la Crète pourrait indiquer que les passeurs cherchent d'autres voies pour contourner la force navale de l'Otan déployée plus au nord-est, entre les côtes turques et les îles grecques toutes proches, notamment de Lesbos et de Chios. C'est par cet étroit bras de mer que des centaines de milliers de réfugiés et de migrants avaient rallié l'Europe en 2015 et début

2016. Depuis le début de l'année, 366 personnes, surtout des enfants, s'y sont noyées. Mais les traversées dans cette zone se sont tariées après le déploiement allié et l'entrée en vigueur le 20 mars de l'accord UE-Turquie. Ce pacte prévoit une lutte renforcée d'Ankara contre le trafic de migrants au départ des côtes turques, en échange d'un soutien politique et financier européen. Il ouvre aussi la voie au renvoi en Turquie des migrants arrivés en Grèce par cet itinéraire après le 20 mars, y compris des demandeurs d'asile syriens. Avant l'exode vers les îles grecques de 2015, plusieurs interceptions et naufrages de bateaux de migrants avaient déjà eu lieu ces dernières années au large de la Crète ou encore plus à l'ouest, à proximité du Péloponnèse ou en mer Ionienne. Ces embarcations étaient généralement en route vers l'Italie au départ de la Turquie ou des côtes africaines de la Méditerranée.

L'Afrique en bref

- **Angola/Politique. Mort du chef Nzita Tiago**  
Le chef historique du mouvement indépendantiste de l'enclave angolaise de Cabinda, Nzita Tiago, est décédé à l'âge de 88 ans à Paris où il vivait.
- **Burundi/Troubles. Trois blessés par balles dans le centre du pays**  
Trois personnes, dont deux lycéens, ont été blessées par balles hier à Muramvya, dans le centre du Burundi, lors d'une manifestation de centaines de lycéens qui protestaient contre l'arrestation de huit de leurs camarades pour atteinte à l'image du président Pierre Nkurunziza.
- **Mali/Conflit. Mahamat Saleh Annadif accuse**  
Le chef de la Mission de l'Onu au Mali (Minusma), Mahamat Saleh Annadif, a lié jeudi la recrudescence



des attaques dans ce pays, frappant notamment les Casques bleus, au piétinement du processus de paix.

- **Tunisie/Politique. Le Premier ministre prêt à partir**  
Le Premier ministre tunisien Habib Essid a déclaré être prêt à démissionner "si l'intérêt du pays l'exige", après que le président Béji Caïd Essebsi se soit dit favorable à un gouvernement d'union nationale.

A travers le monde

- **Grande-Bretagne/Référendum. Espoir pour les pro-Brexit**  
Les partisans d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne ont repris du poil de la bête, portés par les chiffres de l'immigration qui a battu des records et par une intervention télévisée calamiteuse du Premier ministre David Cameron.
- **Syrie/Conflit. De l'aide humanitaire vers 12 zones assiégées**  
La Syrie a autorisé l'acheminement d'aide humanitaire par convois terrestres dans 12 zones assiégées au cours du mois juin, ont annoncé les Nations unies hier.
- **Proche-Orient/Paix. Le choix de la communauté internationale**  
La communauté internationale a réaffirmé hier à Paris son soutien à deux Etats, israélien et palestinien, et a promis de tenter de convaincre les deux parties de reprendre les négociations, malgré l'hostilité affichée d'Israël à toute ingérence autre qu'américaine sur ce dossier.

France/Politique

## La crise sociale perdue

AFP  
Paris/France

**Les crues historiques de la Seine et de ses affluents ont cependant relégué, hier, au second plan grèves et contestation de la loi travail.**

ETRANGE atmosphère en France : à une semaine du coup d'envoi de l'Euro-2016 de football la crise sociale dans laquelle l'exécutif est empêtré plonge le pays dans l'incertitude, mais le sujet a été éclipsé hier par les inondations dans la moitié nord du pays. Les grèves dans les transports et la contestation contre la loi de réforme du code du travail sont reléguées à la portion congrue dans les médias au profit de "crues historiques" de la Seine et de ses affluents. Pourtant des grèves ont encore affecté hier les transports ferroviaires, les raffineries de pétrole, les centrales nucléaires et certains centres de traitement des ordures, ainsi que l'entreprise Aéroport de Paris (ADP). Un préavis de grève a été déposé à Air France pour la période du 11 au 14 juin. L'exécutif tente de déminer tout ce qui peut l'être avant l'ouverture de l'Euro-2016. S'il affirme sa volonté de tenir bon sur son projet de réforme du droit du travail,



Photo : AFP

**Le président François Hollande accueillant à l'Elysée son homologue sud-coréenne Park Geun-Hye... Photo de droite : ... Le Premier ministre Manuel Valls sur le front des inondations (ici à Longjumeau dans l'Essonne) : l'Exécutif a pu se détourner l'espace de quelques heures de la contestation sociale.**



Photo : AFP

au cœur de la contestation depuis trois mois, il fait pression sur les directions des entreprises publiques pour trouver une issue aux conflits catégoriels. Le Premier ministre Manuel Valls a ainsi jugé "pas compréhensible" la poursuite de la grève à la SNCF (transports ferroviaires), où "les partenaires sociaux ont sur la table un projet qui garantit un haut niveau de protection des salariés". La grève à la SNCF a été reconduite par deux syndicats hier soir, malgré les appels du président de l'entreprise publique Guillaume Pépy à suspendre le mouvement "par solidarité" avec les Français qui subissent les conséquences des inondations. Une des principales fédérations syndicales, l'Unsa, s'est déjà retirée du mouvement, "satisfaite" des éclaircissements apportés par la direction. Le taux de participation est tombé hier à 10,5%, selon

la direction. Il était de 15,2% jeudi. Cependant les perturbations restaient importantes avec notamment seulement six TGV sur dix en circulation, et de trois à quatre trains sur dix sur les réseaux régionaux. La grève a également été reconduite jusqu'à lundi à ADP, où la direction a assuré que sa porte "reste ouverte" pour des négociations. **ET MAINTENANT LES ORDURES** Concernant Air France, où tous les syndicats de pilotes appellent à la grève pour défendre l'emploi et les salaires, "il serait incompréhensible que la France soit bloquée dans le transport aérien" pendant l'Euro de football, a déclaré hier le secrétaire d'Etat aux Transports Alain Vidalies sur RTL. "J'espère que c'est simplement une opération médiatique" et que "le dialogue va l'emporter", a-t-il ajouté. Par ailleurs, la coordination des services de l'Etat et des

sociétés pétrolières a permis d'assurer la livraison de carburants sur tout le territoire malgré le blocage de plusieurs raffineries, après la crainte de pénuries la semaine dernière. En revanche, une grève dans le secteur du traitement des ordures lancée lundi risque rapidement d'avoir des effets spectaculaires dans les rues : trois des quatre principaux centres de traitement de la région parisienne et plusieurs centres en Provence, ainsi que plusieurs services de ramassage, étaient bloqués hier en signe de protestation contre la loi travail. Aux perturbations liées aux grèves s'ajoutent celles dues aux inondations : fermeture de musées et de stations de métro à Paris, routes impraticables... Le chef de la diplomatie française Jean-Marc Ayrault, ancien Premier ministre, a prôné hier le "dialogue social et la négo-

ciation" pour faire adopter la loi Travail. Acceptée par les syndicats réformistes après modifications, celle-ci est rejetée par les confédérations contestataires et six Français sur dix réclament son retrait, selon des sondages. Pour le gouvernement, la réforme du droit du travail doit déverrouiller le marché de l'emploi et favoriser une baisse du chômage, dont le taux est actuellement proche des 10%. La crise sociale a aggravé l'impopularité record de l'exécutif, à moins d'un an de la prochaine présidentielle. Les cotes de François Hollande (11 à 13%) et de Manuel Valls (14 à 18%) ont sombré fin mai, selon deux sondages dont les résultats ont été rendus publics jeudi.